

## MONDE

# Henry Kissinger réclamé par la justice internationale

## Son rôle dans le plan Condor intéresse de nombreux juges.

Washington

de notre correspondant

**P**our Henry Kissinger, le «Metternich de Nixon», l'homme de la détente avec l'URSS et de l'ouverture de la Chine, le Nobel de la paix 1973, il est de plus en plus compliqué de se déplacer à l'extérieur des Etats-Unis. Ce n'est pas une question d'âge (78 ans), mais plutôt de passé. De plus en plus de juges dans le monde souhaitent l'interroger, notamment sur son rôle dans l'opération Condor, qui organisait dans les années 70 la répression des opposants aux dictatures latino-américaines. Et plusieurs organisations militantes rêvent également de s'en prendre à lui pour son rôle dans la guerre du Viêt-nam...

**Enquêtes.** Alors que Kissinger est attendu aujourd'hui à Londres pour un colloque, un citoyen britannique, Peter Tatchell, a saisi la justice afin de le faire arrêter pour «crime de guerre». Sa demande a été repoussée lundi. La semaine dernière, en prévision de la



Photo d'archives non datée: Kissinger (à gauche) avec Pinochet.

crets du Cambodge pendant la guerre du Viêt-nam. Mais, depuis la levée de la confidentialité d'archives portant sur les activités américaines dans les années 70, ses ennuis sont beaucoup plus sérieux. Sous la pression d'une association, la National Security Archives, le vieil homme a même été contraint, l'été dernier, de restituer au Département d'Etat les 10 000 pages de verbatim de ses conversations téléphoniques entre 1973 et 1977.

La fronde ne cesse de gonfler du processus électoral, et de faire passer l'enlèvement pour un complot d'extrême gauche. La CIA jure qu'elle n'a «aucune information» permettant de penser que la suppression du général faisait partie du programme. Mais, à lire les documents publiés, personne ne semblait se soucier du sort de Schneider. L'un des groupes paramilitaires a fini par le tuer le 22 octobre 1970.

Dans le livre qu'il vient de publier (2), Kissinger condamne le Tribunal pénal international au prétexte qu'il donnerait trop de pouvoir aux procureurs. Dans de nombreux cas, argue-t-il, la responsabilité des faits est très difficile à déterminer. Certaines affaires reposent sur «la compréhension du contexte historique et politique» et, des années après l'événement, «c'est ce flou qui porte le risque d'arbitraire». En 1973, glisse-t-il, beaucoup de gens considéraient Allende comme «un idéologue marxiste sur le point d'imposer une dictature sur le modèle de Castro». Kissinger met en garde contre une «tyrannie des juges»: «Historiquement, la dictature des vertueux a souvent conduit à des inquisitions, voire à des chasses aux sorcières»... ●

PASCAL RICHE

(1) Traduit sous le titre *les Crimes de M. Kissinger* (éd. Saint-Simon). Lire la critique dans *Libération* du 27 juin 2001.

(2) Henry Kissinger *Does America Need a Foreign Policy?* (Simon & Schuster, 2001).

## TPI: six inculpés promettent de se livrer

Six des 23 Serbes inculpés par le TPI ont décidé de se rendre de leur plein gré à La Haye, comme l'a demandé le 17 avril le gouvernement yougoslave. Le président yougoslave Vojislav Kostunica a salué la «responsabilité» dont ont fait preuve les inculpés. Le ministère yougoslave de la Justice doit ouvrir aujourd'hui une procédure contre les personnes qui ont manqué à l'appel, mais il est peu probable que Karadzic et Mladic soient concernés.

## Colombie: mule à 5 ans

Une fillette colombienne de 5 ans a été interceptée jeudi, à l'aéroport international John-Kennedy de New York, avec un kilo d'héroïne dans ses bagages, ont indiqué hier les Douanes américaines. La fillette voyageait avec sa mère sur un vol en provenance de Bogota. La mère a assuré que la drogue avait été placée à son insu.

## Rectificatif

Une erreur nous a fait attribuer au *Quotidien d'Oran* l'éditorial publié, lundi, par le *Matin* (*Libération* d'hier). Toutes nos excuses aux intéressés, ainsi qu'à nos lecteurs.

●●● ge hier, laissant la place aux bulldozers de la municipalité qui remuent des tonnes de gravats. La montagne recrachée des morceaux de ventilateur, des poupées désarticulées, des vêtements, des chaussures. La vaisselle brisée se mélange aux graviers, parfois émergent l'accoudoir d'un canapé, une tête de lit, un pneu. Un immense drapeau palestinien a été déployé sur les ruines. Pas loin de là, la bannière verte du Hamas flotte au vent. Tout autour, les maisons les plus endommagées ont été consolidées à l'aide d'échafaudages, le temps que les propriétaires viennent chercher leurs affaires.

**Epidémie.** Du matin au soir, les sans-abri trainent dans le camp de Jénine, dans l'espoir d'un indice, d'un objet familier. D'après Charles Kapes, le responsable local de l'Unrwa (l'agence de l'ONU chargée des réfugiés palestiniens, ndlr), pas moins de 4 000 habitants du camp – sur près de 15 000 – n'ont plus de toit. La plupart dorment chez des voisins, de la famille. On s'entasse jusqu'à 50 par appartement. Les plus démunis dorment à la mosquée ou dans les écoles. L'Unrwa devrait dresser 800 tentes dès aujourd'hui.

Les risques d'épidémie des premiers jours semblent écartés mais il n'y a toujours pas d'eau courante ni d'électricité. La municipalité a mis en place

des réservoirs d'eau potable, tandis que le Croissant-Rouge a distribué hier quelque 17 000 bouteilles d'eau ainsi que 1 400 couvertures. L'aide humanitaire commence à arriver mais la distribution est chaotique. Chaque matin, dès l'aube, les locaux de l'Unrwa et du Croissant-Rouge sont pris d'assaut. Lundi après-midi, un adolescent a été tué lors d'une querelle qui a dégénéré.

«**Disparus.**» Bien que la plupart des réfugiés soient revenus dans le camp ou dans ses environs, la plupart des familles restent sans nouvelles d'un ou plusieurs de leurs membres. Le CICR, qui s'occupe de rechercher la trace des «disparus», est débordé par les demandes. Peu à peu, la vie reprend, dans le chaos, l'urgence et la poussière soulevée par les rares voitures qui sillonnent le camp où ne subsiste plus une seule rue asphaltée. Dans les écoles, les cours reprennent aujourd'hui. Ils commencent par quatre jours de «*briefing psychologique*» des élèves...

Le maire de Jénine, Walid Moussa Abou Mouweis, a refusé l'aide proposée par le gouvernement américain. Il a rappelé que le maire de New York, Rudolph Giuliani, avait refusé un don du prince saoudien Walid ibn Tala au lendemain du 11 septembre. Et que les hélicoptères qui avaient bombardé Jénine pendant onze jours étaient aussi de fabrication américaine ●

CHRISTOPHE AYAD

mi-juillet, lors d'une visite londonienne, le juge espagnol Baltasar Garzon a demandé, via une commission rogatoire, d'interroger le visiteur américain. Une requête également rejetée lundi par la justice britannique, à la demande pressante du Département d'Etat. La juge française Anne-Sophie Chateau, qui enquête sur la disparition de cinq

Français au Chili dans les années 70, et qui avait fait la même démarche que Garzon, a aussi été déboutée.

Il y a un an, apprenant qu'il séjournait au Ritz à Paris, un juge d'instruction français l'avait déjà convoqué à titre de témoin. Kissinger avait refusé, invoquant d'autres obligations. Plusieurs magistrats, en Argentine, au Chili ou au Brésil, ont aussi demandé à l'entendre sur le plan Condor. Le juge chilien Juan Guzman Tapia a récemment soumis aux autorités américaines une commission rogatoire, contenant dix-sept questions qu'il aimerait poser à l'ancien secrétaire d'Etat dans le cadre de l'affaire Charles Horman, un journaliste américain tué après le coup d'Etat de Pinochet.

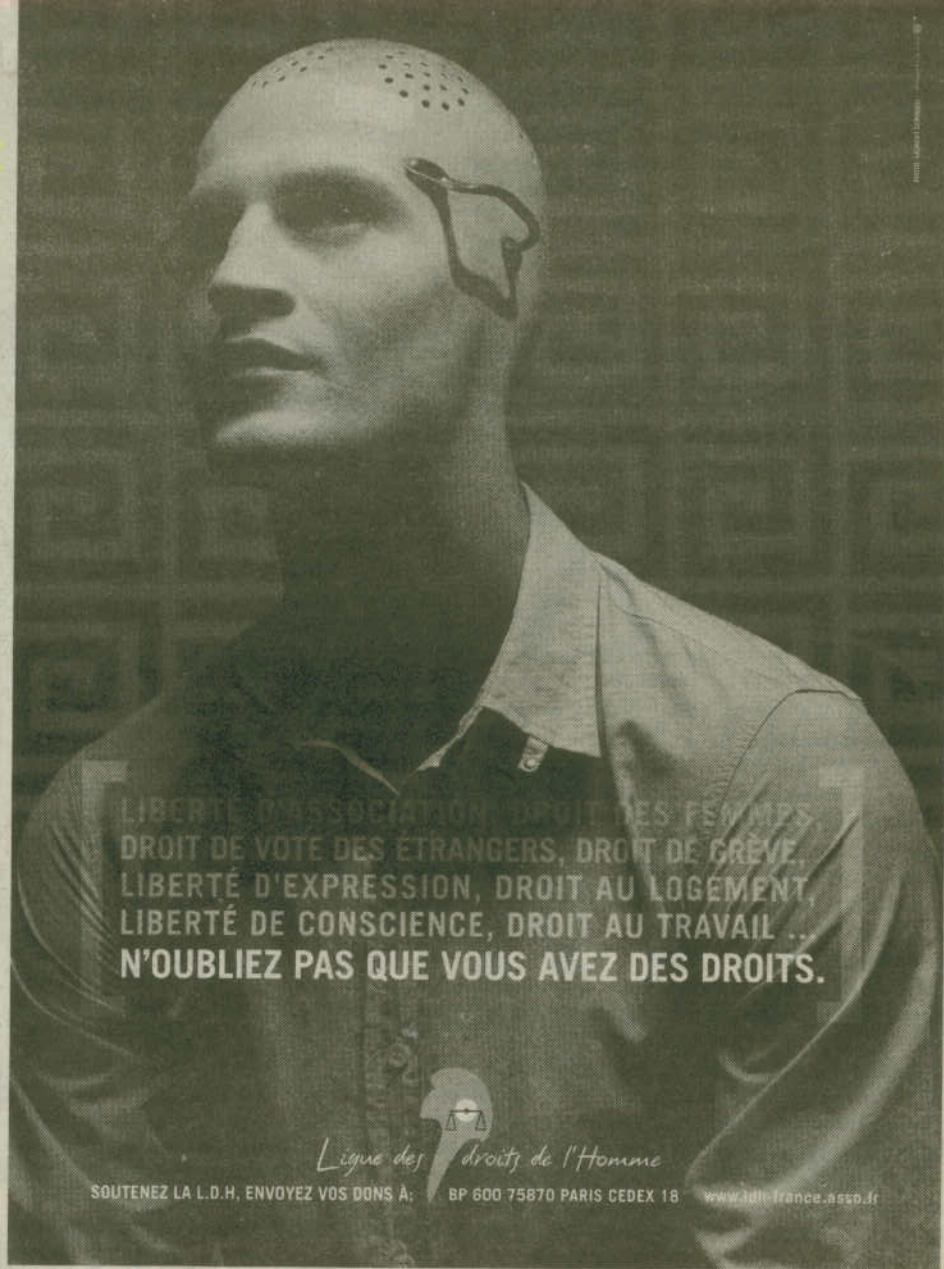
Il y a quelques années, Kissinger devait seulement subir la vindicte de l'extrême gauche, qui l'accusait d'avoir fomenté le coup d'Etat de Pinochet au Chili, soutenu la dictature de Videla en Argentine ou organisé des bombardements se-

«**Historiquement, la dictature des vertueux a souvent conduit à des inquisitions, voire à des chasses aux sorcières.**»  
Henry Kissinger

notamment sur l'atome... L'ancien diplomate ne peut entrer dans une librairie américaine sans tomber sur un pamphlet, *The Trial of Henry Kissinger* (1). Christopher Hitchens, un journaliste britannique, y décrit par le menu toutes ses décisions «*criminelles*», et pose la question de son jugement. Mais c'est à titre de simple témoin

que Kissinger intéresse les juges. Une action, au moins, le vise directement.

**Déclassification.** L'automne dernier, à Washington, la famille de l'ancien commandant en chef des armées chiliennes Rene Schneider, assassiné en 1970, a porté plainte contre lui et d'autres ex-responsables américains. Elle exige 3 millions de dollars de dommages et intérêts. La «déclassification» de documents a confirmé que la CIA avait été impliquée dans le rapt du général. L'affaire remonte à l'automne 1970, trois ans avant le coup d'Etat de Pinochet. La gauche chilienne a gagné les élections de septembre, et Allende est certain d'accéder au pouvoir après un intérim de soixante jours. Nixon charge Kissinger de tout faire pour l'en empêcher. La CIA est autorisée à financer et armer trois groupes de putschistes, dans le cadre d'une opération baptisée «Track II» (Seconde voie). L'objectif est de kidnapper Schneider, un conservateur trop respectueux



LIBERTÉ D'ASSOCIATION, DROIT DES FEMMES,  
DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS, DROIT DE GRÈVE,  
LIBERTÉ D'EXPRESSION, DROIT AU LOGEMENT,  
LIBERTÉ DE CONSCIENCE, DROIT AU TRAVAIL...  
N'OUBLIEZ PAS QUE VOUS AVEZ DES DROITS.

Ligue des droits de l'Homme

SOUTENEZ LA L.D.H. ENVOYEZ VOS DONS À: BP 600 75870 PARIS CEDEX 18 [www.ldh-france.asso.fr](http://www.ldh-france.asso.fr)